



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

**ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET MARCHÉS  
FINANCIERS**  
**(Direction du mouvement général des fonds, 1907-1957)**

**Répertoire numérique détaillé**

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Suivi des établissements bancaires.....	<a href="#">6</a>
Valeurs mobilières et produits d'épargne.....	<a href="#">9</a>

**Référence**

B-0066346/1 – B-0066365/2

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Etablissements bancaires et marchés financiers.

**Dates extrêmes**

1907-1957

**Noms des principaux producteurs**

Direction du mouvement général des fonds

**Importance matérielle**

20 boîtes soit 2,60 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement.

**Historique du producteur**

Sous la Restauration, le baron Louis réunit sous sa direction le ministère des finances et le ministère du Trésor public (ordonnance du 13 mai 1814). L'administration du Trésor subit alors une profonde mutation dictée par la double résolution de « ressaisir le mouvement des fonds du Trésor abandonné à des compagnies financières » et de présenter les comptes de l'État selon « des résultats à l'abri de toute contestation ». Dans la nouvelle organisation (arrêté du 26 mai 1814), la direction du mouvement général des fonds (MGF), issue de la transformation de la caisse de service, doit principalement s'attacher à « l'application des ressources aux besoins » (ordonnance du 6 février 1828). Son directeur, assermenté devant la Cour des comptes, assure la certification des comptes au même titre que le directeur des recettes et que le directeur des dépenses (ordonnances du 16 septembre 1818). La justification des dépenses publiques doit se faire sur un exercice annuel (ordonnance du 14 septembre 1822). Les quatre caisses existantes (caisse générale, caisse des recettes, caisse des dépenses

et caisse de service) sont supprimées au profit d'une seule, nouvellement créée, la caisse centrale et de service, dirigée par un comptable unique, le caissier central du Trésor (ordonnance du 18 novembre 1817). Une ordonnance du 27 décembre 1823 institue en regard un payeur central. Les attributions de ces deux comptables supérieurs sont réunies sous la désignation de caissier-payeur central du Trésor (arrêté du 5 avril 1848, décret du 25 novembre 1862), qui assure la mise en paiement des ordonnances des ministres après visa de la direction du mouvement général des fonds. Grâce à la loi du 9 juin 1857 (art. 11), le Trésor bénéficie d'un compte courant unique auprès de la Banque de France et peut donc se décharger sur elle d'une partie des tâches concernant le mouvement et la centralisation des fonds. Le décret du 31 mai 1862 établit le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables. Le mouvement d'unification se poursuit avec la réorganisation de la Caisse centrale du Trésor public (décret du 11 juin 1873). Avec le premier conflit mondial, l'influence de la direction du Mouvement général des fonds s'accroît substantiellement : financement de la guerre, essentiellement couvert par des avances directes de la Banque de France au Trésor, intervention dans la lutte contre la dépréciation du franc et contrôle des opérations de change, au moyen des versements en devises du Trésor à la Banque. Ses interventions préfigurent celles de la direction du budget et du contrôle financier, créée en 1919, et avec laquelle elle partage la direction de la politique économique de la France, la tendance se renforçant d'une utilisation du budget de l'État à des fins d'orientation de l'activité économique. En 1922, la création du service du contrôle des dépenses engagées lui fait perdre la prérogative du visa des ordonnances des ministres. La loi du 30 août 1940 transforme le Mouvement général des fonds en direction du Trésor.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

Ces cotes sont issues de la recotation des B-0033460 à B-0033489.

### **Présentation du contenu**

Ces archives traitent d'une part du suivi des établissements bancaires entre 1920 et 1957. On y trouve essentiellement des documents se rapportant à la banque nationale de crédit, ses créances sur des personnes physiques ou morale et sa liquidation. Elles comportent également quelques dossiers concernant les conséquences des deux guerres mondiales sur le secteur bancaire et le financement de l'économie (établissements sinistrés, blocage et déblocages de comptes, reconstruction).

D'autre part, ces archives concernent les marchés financiers pour la période 1907-1946. Elles comportent des dossiers relatifs à la réglementation des titres nominatifs ou aux emprunts contractés par des sociétés et des collectivités locales.

### **Indexation**

Etablissement de crédit

**B-0066346/1 – B-0066355/2, B-0066359/1 – B-0066365/1**

Suivi des établissements bancaires.

1920-1957

**B-0066346/1 – B-0066354/1, B-0066359/1 – B-0066363/1**

Banque nationale de crédit.

1924-1954

**B-0066346/1 – B-0066347/2, B-0066354/1 - B-0066354/2**

Liquidation.

1926-1954

**B-0066346/1**

Réunion de la banque nationale de crédit (1931-1932) ; candidature des liquidateurs (1931-1942) ; réalisation des participations (1939) ; représentation de la banque nationale de crédit dans les conseils d'administration (1935-1938) ; mise en place de la banque nationale pour le commerce et l'industrie (1932-1935) ; opérations de liquidation (1935-1936) ; correspondance des parlementaires sur les avances (1931-1934) ; garanties d'escompte (1931-1933) ; relations comptables avec la banque nationale pour le commerce et l'industrie (1930-1932) ; commission des comptes définitifs (1935-1949) ; questions fiscales : statuts, comptes rendus, bilans, correspondance (1934-1951).

1930-1949

**B-0066346/2**

Personnel, intégration et licenciement (1931-1942) ; rémunération des liquidateurs (1932-1944) ; régime de retraite des agents (1932-1949) ; garanties données au Trésor par les anciens administrateurs (1932-1949) ; correspondance.

1931-1949

**B-0066347/1**

Différend avec la banque nationale pour le commerce et l'industrie, dépenses extracontractuelles (1932-1936) ; rapport Maringe (1933-1934) ; bilans (1932-1947) : correspondance.

1932-1947

**B-0066347/2**

Actions et bons détenus par des particuliers (1932-1937) ; réclamations de particuliers et de sociétés (1926-1945) : correspondance.

1926-1945

**B-0066354/1**

Remboursement des avances (1932-1947) ; intérêts des avances du Trésor (1933-1945) ; privilèges consentis (1931) ; recouvrement des créances de l'État (1934-1942) : correspondance.

1931-1947

**B-0066354/2**

Gestion des immeubles de la banque nationale de crédit reprise par la banque nationale pour le commerce et l'industrie, mobilier et installations de la banque nationale de crédit (1932-1942) ; immeuble rue Scribe (1932-1954) ; immeuble rue du faubourg Saint-Honoré (1932-1948) ; immeuble rue des victoires (1934-1939) ; immeuble rue du plateau (1939-1941) ; immeuble boulevard des italiens (1932-1934) : rapports d'experts, plans, protocole entre banque nationale de crédit et banque nationale pour le commerce et l'industrie, correspondance.

1932-1954

**B-0066348/1 – B-0066353/1, B-0066360/1 – B-0066363/1**

Créances sur des personnes physiques ou morales.

1924-1952

**B-0066348/1**

Etablissement Carel Foucher et Cie (1937-1945) ; société générale aéronautique (1933) ; société des charbonnages de Dong Trieu (1931-1939) ; société industrielle et commerciale des pétroles (1937-1939) ; société lorraine minière et métallurgique (1931-1933) ; tréfileries et laminoir du Havre (1933) ; société de transports et de manutention industrielle (1939-1941) ; société nouvelle de papeterie (1931-1935) ; société anonyme des tabacs d'orient et d'outre-mer (1932-1933) ; établissement Turenne (1937-1939) : correspondance.

1931-1945

**B-0066348/2**

Société anonyme des avions Voisin (1936-1937) ; affaire Thuillier (1927-1940) ; maison Thiers et Cie (1931) ; établissement Thormann (1932) ; société alsacienne de restauration - taverne du Rhin (1932) ; société des usines Dior (1931-1933) ; affaire Vary (1933) ; société anonyme Le Viager Foncier (1937) ; société des aciers et forges de Firminy (1931-1944) ; compagnie franco-hellénique des chemins de fer (1937-1939) ; compagnie des chemins de fer orientaux (1935-1937) ; société Pantepec consolidated of venezuela (1936-1937) ; société hydro-électrique de la Cere (1932-1933) : correspondance.

1927-1944

**B-0066349/1**

Compagnie française du Gabon, activités de la compagnie devenue la société de gestion de la compagnie française du Gabon (1947-1954) ; comptes rendus de réunion du conseil d'administration (1946-1954) : arrêtés, plans, correspondance.

1946-1954

**B-0066350/1**

Compagnie française du Cameroun, garanties financières pour la réalisation du programme d'équipement industriel (1946-1951) ; projet de liquidation ou de fusion de la société (1952) : arrêtés de garantie, statuts, photographies, rapport, correspondance ; procès-verbaux du conseil d'administration (1946-1952).

1946-1952

**B-0066351/1**

Société nouvelle des usines de Chaleassière (1924-1942) : bilans, comptes rendus d'assemblées générales, correspondance.

1924-1942

**B-0066351/2**

Société Comptoir Lyon-Alemand : correspondance.

1931-1949

**B-0066352/1**

Affaire Boussac : arrêt, contentieux, sentence du tribunal, accord franco-polonais, correspondance.

1930-1944

**B-0066353/1**

Société lorraine des anciens établissements Dietrich et Cie : jugement, mémoire, correspondance.

1933-1943

**B-0066359/1 – B-0066363/1**

Cinéma Gaumont-Franco-Film-Aubert.

	1930-1946
<b>B-0066359/1 – B-0066360/1</b>	
Réorganisation.	
	1930-1946
<b>B-0066359/1</b>	
Projet de loi sur l'organisation du cinéma en France, échanges avec la banque nationale de crédit, correspondance.	
	1937-1946
<b>B-0066359/2</b>	
Correspondance, notes de la banque nationale de crédit.	
	1936
<b>B-0066360/1</b>	
Statuts, notes, correspondance avec la banque nationale de crédit.	
	1930-1936
<b>B-0066361/1</b>	
Etude technique, administrative et financière de Gaumont (1933) ; étude d'exploitation (1932) ; projet de bilans et plans (1931) ; coupures de presse (1932-1938) : études, bilans, plans.	
	1931-1938
<b>B-0066362/1</b>	
Correspondance.	
	1935
<b>B-0066363/1</b>	
Contributions des impôts (1934) ; appel contre les décisions préfectorales (1933-1934) ; pourvoi de la SA Gaumont (1933-1935) : décisions préfectorales, rapports, avertissements d'impôt, feuilles d'instructions de remises, correspondance.	
	1933-1935
<b>B-0066365/1</b>	
Société spéciale financière : rapport, enquête, information judiciaire, jugement du tribunal de commerce, articles de presse, correspondance.	
La société spéciale financière, constituée le 23 janvier 1928, a reçu un agrément comme banque financière et à ce titre reçoit les dépôts de fonds et est dépositaire du produit de plusieurs emprunts de reconstitution émis par les groupements de sociétés qu'elle a constitués et qui se nomment. Suite aux difficultés rencontrées par la société spéciale financière et à une enquête de la Banque de France, l'agrément est supprimé en 1934. Les groupements rejoignent l'Union Industrielle de Crédit. Une information est ouverte pour abus de confiance et complicité, un rapport du procureur de la République de novembre 1934 stipule que la société aurait effectuées des opérations suspectes avec la Banque d'Indochine, ce qui conduit à la défaillance de la société. Pour renflouer et dédommager les sinistrés, un fonds de garantie alimenté par l'État et les bénéfices des groupements est créé.	
	1920-1938
<b>B-0066355/1 – B-0066355/2, B-0066364/1 - B-0066364/2</b>	
Conséquences des guerres mondiales.	
	1935-1957
<b>B-0066364/1</b>	
Loterie des régions libérées, reconduction (1935-1936) ; répartition et contrôle du produit de la loterie (1936-1940) ; rapport du 13 avril 1938 de M. Krafft, inspecteur des finances (1938) ; infraction aux ventes de billets (1936) ; réclamation sur une publicité radiophonique (1935-1936) ; articles de presse, projet de loi, arrêtés, rapport, correspondance (1935-1936).	
	1935-1940



**B-0066355/1**

Reconstruction d'établissements sinistrés, entreprises sinistrées suite aux inondations de 1940 (1941-1947) ; reconstruction d'établissements sinistrés de guerre (1944-1957) ; reconstruction de succursales des banques nationalisées (1944-1948) ; reconstruction des bâtiments de la banque de France (1945-1947) : projet de loi, journal officiel, plans, correspondance.

1941-1957

**B-0066355/2**

Comptes bloqués, application de la loi du 24 octobre 1942 relative au blocage des provisions pour matériel et stock et agrément des banques (1943-1944) ; demande d'agrément pour régularisation d'activités des entreprises (1944) ; agréments non autorisés des banques (1943) ; blocage des comptes (1945-1950) ; autorisation de déblocage des comptes (1946-1948) ; rapport annuel du comité permanent d'organisation professionnelle des banques, entreprises et établissements financiers de 1941 : procès-verbaux de réquisition, rapport, articles de presse, correspondance.

1941-1950

**B-0066364/2**

Reconstitution de la flotte marchande, réorganisation du crédit maritime mutuel (1947) ; réparation des bateaux de la navigation intérieure (1942-1946) ; reconstruction du tonnage perdu et des navires hors d'âge (1946-1951) ; financement de la reconstitution de la flotte de commerce (1947-1948) ; avances consenties aux sinistrés de guerre (1945-1948) ; groupement de la construction navale (1946-1947) ; mise en place de la société pour la reconstruction et le renouvellement du parc fluvial (1946-1947) ; ouverture d'un compte spécial de reconstitution de la flotte de commerce (1942-1949) : ordonnance du 29 juillet 1945, loi du 9 avril 1942, loi du 15 avril 1942, loi du 27 avril 1946, travaux préparatoires, statut, correspondance.

1942-1951

**B-0066356/1 – B-0066358/2, B-0066365/2**

Valeurs mobilières et produits d'épargne.

1907-1946

**B-0066356/1 – B-0066357/1**

Titres nominatifs.

1920-1944

**B-0066356/1**

Régime fiscal des transferts et conversions des titres (1920-1924) ; remboursement des titres nominatifs (1923-1924) ; travaux de la commission chargée d'étudier les moyens propres à développer l'usage des titres nominatifs (1923-1924) ; projet de loi portant création d'un office des transferts et mutations des titres (1924) : projet de loi, projet de décret, arrêtés, rapports, procès-verbaux de séance, journal des notaires et avocats, correspondance ; revues de presse (1921-1923).

1920-1924

**B-0066357/1**

Réglementation des conditions de transfert des titres (1924-1933) ; application des décrets des 25 et 26 octobre 1934 sur la simplification des titres (1934-1935) ; mise en place d'une commission pour la simplification des titres (1934) ; préparation par la commission d'un rapport du 23 octobre 1934 sur la simplification des formalités (1934) ; travaux de la commission (1935) ; délivrance de certificats de propriété (1934-1937) ; titres nominatifs du chemin de fer éthiopien (1935) : travaux préparatoires, proposition de loi, rapport, correspondance.

1924-1944

**B-0066358/1**

Compagnie du métropolitain de Paris. - Emprunts de la ville de Paris pour les travaux et le prolongement du métropolitain (1924-1940) : statuts, extraits de procès-verbaux des conseils municipaux et généraux, correspondance.

1924-1940

**B-0066358/2**

Emprunts contractés par des sociétés. - Société du gaz de Paris (1907-1941) : statut ; société les Piscines de France (1931-1935) ; défense passive (1938) ; société de traitement industriel des résidus urbains (1935-1939) : projet de décret, convention, correspondance.

1907-1941

**B-0066365/2**

Renseignements financiers de diverses entreprises, aménagement de la région parisienne (1935) ; réévaluation des immobilisations commerciales suite à la stabilisation de la monnaie (1927-1938) : projets de loi, projet de décret, articles de presse, correspondance.

1927-1938